

Regard neuf sur l'engagement des jeunes

Céline Séguin

DOSSIER

Apolitiques, individualistes, sans idéaux, consommateurs à tout crin... Voilà l'image qui vient souvent à l'esprit dès qu'il est question des jeunes. Selon Anne Quéniart, professeure au Département de sociologie, la réalité est tout autre. L'étude qu'elle a menée auprès de jeunes femmes impliquées dans diverses organisations du Québec jette en effet un nouvel éclairage sur le sens et les formes que prend l'engagement politique au sein de la jeunesse.

«Nous voulions comprendre ce qui amène certaines jeunes femmes à s'impliquer activement sur la scène politique ou dans la vie de la cité. Quel est le moteur de leur engagement? Quel sens lui donnent-elles? Doivent-elles lutter pour faire leur place au sein des organisations? Derrière, il y avait aussi un désir de rompre avec l'image largement véhiculée d'une jeunesse complètement dépolitisée hormis une minorité qui ne s'exprime qu'à travers des pratiques de casse.»

Initié à la demande du Comité jeunes de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le projet a été réalisé dans le cadre du Service aux collectivités, en collaboration avec l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes. Il repose sur des entrevues en profondeur menées auprès de 30 jeunes femmes, âgées de 18 à 30 ans, recrutées au sein d'un groupe de femmes (la FFQ), de partis politiques



Photo : Andrew Dobrowolskyj

Geneviève Héту, membre du Comité jeunes de la FFQ, et Anne Quéniart, professeure au Département de sociologie.

(PQ et PLQ) et de divers groupes de jeunes, tels la JOC, le RAJ, Environnement Jeunesse.

Le sens de leur engagement

Par rapport aux années 70, affirme Anne Quéniart, l'engagement, aujourd'hui, est plus distancié que militant. «Les jeunes se mobilisent en fonction d'objectifs ciblés et d'enjeux précis. D'ailleurs, dans toutes les entrevues, le travail de terrain revient comme un leitmotiv.» Pour ces jeunes femmes, être engagées, c'est «avoir des idées», des convictions, et

se battre pour des causes auxquelles on croit. Dans bien des cas, précise la chercheure, l'engagement s'est concrétisé à la suite d'un événement déclencheur : la Marche mondiale des femmes, le référendum, etc. Mais militer dans un parti n'est pas perçu comme la seule façon de faire de la politique, ni surtout d'exercer sa citoyenneté. On peut «faire sa part au quotidien, dans son quartier, sa ville», en étant solidaires.

Par ailleurs, constate la chercheure, ces jeunes femmes n'adhèrent pas en bloc à l'idéologie de leur parti,

groupe ou association, et toutes refusent avec force la langue de bois. «Ce besoin de liberté de parole, cette absence de fidélité absolue, tout cela traduit l'émergence de formes nouvelles de subjectivité dans le champ politique : on revendique que le *je* prédomine au sein du *nous*.»

Les relations intergénérationnelles

La recherche de Mme Quéniart montre une forte socialisation familiale à la pratique citoyenne, la plupart des répondantes ayant eu des pères et des mères engagés sur le plan politique ou féministe. Aussi, se sont-elles impliquées assez jeunes au sein de comités d'école, d'associations bénévoles, etc. Bref, elles projettent une image très différente de celle qui domine dans les médias. Sont-elles l'exception qui confirme la règle? «Elles-mêmes croient que non et disent ressembler à beaucoup de jeunes d'aujourd'hui qui ont le goût de faire des choses mais à qui il convient de faire une place.»

Or, l'étude révèle qu'il est parfois difficile de se faire entendre dans des structures où la génération précédente détient les postes clés. Des différences de valeurs et de façons de faire constituent des obstacles qui s'ajoutent au faible poids démographique de la relève. Néanmoins, toutes les jeunes femmes souhaitent une plus grande implication de la jeunesse afin que les choses changent.

Des pistes à explorer

Apolitiques, les jeunes femmes? Au terme de sa recherche, Anne Quéniart répond non. «Ces jeunes croient au changement et sont persuadées que si tous les citoyens prenaient la peine de se mobiliser, les choses changeraient. Naïves? Peut-être, mais n'est-ce pas cette naïveté qui, de tout temps, a permis aux jeunes de participer aux changements sociaux?» Par sentiment d'avoir une dette ou une responsabilité envers la société, leur engagement correspond à une recherche de cohérence éthique, précise la chercheure. «Il s'agit à la fois d'un acte individuel leur apportant des satisfactions personnelles, et d'un acte collectif, qui se construit dans le rapport aux autres et à la société.»

Du côté du SAC, on s'attend à ce que cette étude génère de multiples retombées, tant du point de vue de la recherche que de l'intervention. «La recherche nous a permis de constater que ce que l'on vit, comme jeune à la FFQ, d'autres le vivent aussi ailleurs. Il n'est pas exclu que l'on tente d'établir une plate-forme de revendications communes», commente Geneviève Héту, membre du Comité jeunes de la FFQ. Côté recherche, Mme Quéniart et son assistante, Julie Jacques, doctorante en sociologie, voudraient pousser plus loin l'analyse, notamment en intégrant la question de la relève masculine et féminine dans les milieux syndicaux •